

Christian SAUTTER

LE DECLIN INDUSTRIEL DE LA FRANCE

Où l'on reparle de l'industrie ! Côté macro, les Échos annoncent que la production industrielle des pays émergents vient de dépasser celle des pays développés (16-17 avril). On comprend que les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) qui viennent de tenir sommet à Brasilia en tirent une légitime fierté. On comprend aussi que les pays développés ressentent quelque inquiétude à voir remise en cause leur prédominance.

Côté micro, j'ai rendu visite hier à une jeune entreprise parisienne, hébergée dans un des « hôtels industriels » de la Ville de Paris. Elle s'appelle DONTNOD (« ne pas approuver » en français), un joli palindrome qu'apprécieront les spécialistes (le nom peut se lire de droite à gauche ou de gauche à droite). Fondée en 2008 par un ingénieur en informatique de Strasbourg, elle a une soixantaine de salariés (moyenne d'âge de trente ans, Bac +3, peu de femmes), pour créer en quatre ans un jeu vidéo avec une nouvelle technologie. Ils ont trouvé des financements privés et espèrent vendre au moins 1 million d'exemplaires dans le monde entier pour amortir les frais et lancer un nouveau chantier.

Cette jeune entreprise innovante est soutenue dans son envol par des aides publiques en espèces (crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt jeux vidéo) ou en nature (loyers modérés de la Ville).

Inquiétude macroéconomique, espoir microéconomique : comment réconcilier ces deux points de vue opposés ? Nous disposons, pour ce faire, d'une excellente étude d'André Gauron (Lasaire, février 2010) qui pose bien le problème. Cette étude porte le titre : « L'industrie a-t-elle encore un avenir en France ? ».

Comme les autres pays avancés, et particulièrement les Etats-Unis, la France subit la rude concurrence des pays émergents. Mais elle en souffre plus que l'Allemagne, la Suède ou la Finlande. Pourquoi ? Parce qu'elle est prise dans un cercle vicieux et parce que l'État n'a pas fait de ce secteur une vraie priorité.

Le cercle vicieux est le suivant : l'industrie pèse deux fois moins en France qu'en Allemagne ; elle croît quatre fois moins vite ; elle investit moitié moins dans la recherche ; elle vend moins à l'étranger et fait des bénéfices qui s'essouffent, alors que les marges allemandes sont prospères. En simplifiant beaucoup, de l'autre côté du Rhin, on innove, on vend des produits nouveaux sur les marchés lointains et l'on y gagne du bon argent que l'on recycle dans la recherche, ce qui permet d'innover et ainsi de suite, selon un cercle vertueux.

De notre côté du Rhin, on innove moins, on vend plus de produits « classiques » très sensibles à la concurrence par les prix des pays à plus

bas salaires, on gagne moins d'argent sur des marchés qui s'effilochent, et l'on investit moins dans la recherche : c'est le cercle vicieux de l'innovation insuffisante. Les grandes entreprises s'en sortent en trustant les grands contrats publics ou en produisant à l'étranger. Les PME familiales serrent les dents puis se vendent au plus offrant. Les autres PME disparaissent à vitesse affolante. Entre 2000 et 2008, l'érosion s'est accélérée et l'industrie française a perdu 13% de ses emplois, soit 500 000 salariés.

Est-il si important d'avoir une industrie manufacturière puissante ou doit-on se réjouir de précéder l'Allemagne dans la marche vers une société post-industrielle, thèse très à la mode en France ? Je fais partie de ces esprits archaïques qui pensent que l'industrie, c'est important.

C'est d'abord important pour payer le pétrole et autres importations indispensables. Comme le Japon ou la Chine, l'Allemagne a un excédent de son commerce extérieur assez confortable pour ne pas craindre la hausse certaine du prix du baril, qui montera sous la pression de la demande chinoise et de la raréfaction de la production.

C'est ensuite important pour les relations politiques. Du haut de son excédent commercial de produits industriels (177 Mds€ en 2008), l'Allemagne regarde avec commisération la France enfoncée dans son trou (déficit industriel de 70 Mds€). Et quand Christine Lagarde, la Ministre française des Finances, a le courage de critiquer le jeu solitaire de l'Allemagne, les regards qu'elle reçoit en réponse en disent long sur l'absence de bienveillance de notre grand voisin. Berlin dit à Paris en substance : quand vous aurez remis en ordre vos finances publiques et votre déficit commercial, nous pourrons causer.

Cela ne veut pas dire que les services soient sans intérêt, même si les spécialistes de la balance des paiements les qualifient d' « invisibles ». Ainsi, la vente à l'étranger du jeu de DONTNOD rapportera de précieuses devises.

La vraie distinction à faire distingue le secteur « exposé à la concurrence internationale » et le « secteur abrité ». Le premier comprend l'industrie manufacturière et une partie minoritaire des services (tourisme, industries culturelles, technologies de l'information, droit, conseil, publicité). Le second rassemble les services à la personne, les services banals aux entreprises (sécurité, accueil, nettoyage), le bâtiment, le commerce et l'artisanat.

La thèse d'André Gauron est que l'État en fait trop pour le secteur abrité et pas assez pour le secteur exposé, qui ne peut plus être soulagé comme autrefois par des dévaluations : l'euro l'interdit.

L'exemple caricatural est le passage au taux réduit de la TVA sur la restauration, qui a gaspillé plusieurs milliards sans aucun bénéfice (sauf pour le lobby de cette profession bien organisée).

Deuxième exemple : les réductions d'impôt sur le revenu pour l'emploi de personnels de maison. Cette mesure est certes appréciable

pour les foyers de la classe moyenne supérieure, mais elle n'a aucun impact sur les exportations !

Troisième exemple : les exonérations de charges sociales sur les bas salaires. Gauron démontre que cela a fait faire des bénéfices inutiles (en termes de commerce extérieur) aux grands de la distribution qui gagneraient très bien leur vie sans cette mesure coûteuse ; et que cela a rapporté très peu à l'industrie exposée, où les salaires sont de plus en plus ceux d'ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs.

Il y a quand même des dispositions qui avantagent les entreprises exposées. Le crédit d'impôt recherche a été récemment renforcé. Il permet de déduire du bénéfice 40% de la dépense de recherche la première année, 30% la deuxième, 20% la troisième. La PME visitée en bénéficie et c'est grâce à cette niche fiscale que Microsoft a installé son laboratoire européen de recherche à la limite de Paris.

Les « pôles de compétitivité » ont aussi reçu des fonds de l'État et des collectivités locales. Qu'ils se situent dans les technologies de l'information, dans les « biotechs » ou les « greentechs », ils ont l'ambition d'être les fers de lance des industries de demain dans des domaines où la concurrence mondiale par l'innovation est suraiguë.

Malheureusement, ce sont les grandes entreprises qui se taillent la part du lion du crédit d'impôt recherche ou des pôles de compétitivité. Promouvoir des PME « à l'allemande » est une vraie priorité. Notons, en passant, qu'elles sont le plus souvent dirigées par des ingénieurs plutôt que par des diplômés d'écoles de commerce. C'est aussi le cas de DONTNOD, ce qui me rend confiant dans l'avenir de cette entreprise, qui reposera sur une vraie innovation technique, et pas seulement sur des pirouettes de marketing.

« L'impératif industriel », selon le titre d'un livre ancien de Lionel Stoléru, doit être réhabilité, si nous ne voulons pas que la France soit assise sur un strapontin aux pieds de l'Allemagne. Les formations d'ingénieur et de technicien doivent être revalorisées, pour les jeunes hommes comme pour les jeunes femmes. Les coopérations en innovation doivent être soutenues en France (les pôles de compétitivité) comme à l'échelle européenne (programmes de recherche coopérative). Les aides fiscales doivent être recentrées sur les entreprises qui investissent en France : c'est la vieille mais bonne idée de taxer peu les bénéfices réinvestis dans l'équipement productif ou la recherche et beaucoup les bénéfices distribués aux rentiers.

Les entrepreneurs français existent. Allons à leur rencontre. La mondialisation ne peut servir de prétexte à la résignation. Ce que font la Suède et la Finlande, nous pouvons le faire aussi pour redonner des couleurs à l'industrie française.

Christian Sautter